



# 1<sup>er</sup> Mai 2005 : manifestation & fête

*Après la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, le Comité 34 « Non à la Constitution libérale » propose, avec différents syndicats et associations, un pique-nique - fête - débats au Parc Municipal de Clapiers. Cet après-midi festive est une affirmation des mouvements sociaux et syndicaux pour une Europe sociale, démocratique et laïque.*

Depuis un certain nombre d'années, les salarié(e)s sont confronté(e)s en France et en Europe, aux conséquences d'une politique européenne basée sur le seul principe d'une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ». C'est ce principe que le projet de traité soumis au référendum entend constitutionnaliser.

Le mouvement syndical et social a manifesté à Bruxelles le 19 mars dernier pour une Europe du plein emploi, des droits et de la solidarité entre les peuples : défendre la protection sociale et refuser l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation ; refuser que les droits des salariés en activité ou privés d'emploi soient remis en cause, que le chômage et la précarité s'accroissent ; maintenir, partout et pour tous, des services publics.

Bien que la Charte des droits fondamentaux puisse apparaître comme un premier pas pour la prise en compte des questions sociales, elle ne crée pas pour autant de droit social européen susceptible de rééquilibrer le droit à la concurrence. Ce dernier reste le seul droit

communautaire et continuera donc de régir la vie de l'Union européenne. Cette Charte est par ailleurs problématique sur de nombreux points : elle remplace le droit à l'emploi par le droit de travailler (art. II-75), elle ne reconnaît pas le droit de grève européen et elle refuse l'égalité des droits pour les étrangers hors Union.

Il faut au contraire, renforcer les garanties sociales, développer et coordonner des politiques économiques favorisant l'emploi et harmoniser les fiscalités, promouvoir une Europe des Services publics pour faire le pendant à la libre concurrence. Il faut mettre en œuvre un développement économique respectueux des équilibres écologiques et enfin reconnaître l'égalité et les droits pour les femmes autant que pour tous.

Refuser le projet de traité constitutionnel, c'est aspirer à une Europe démocratique, fondée sur la citoyenneté pleine et entière de tous ses résidents. Ce rejet donnerait un nouveau souffle à tous ceux et celles qui veulent construire une société plus juste et plus solidaire.

## Dimanche 1<sup>er</sup> mai

**- 10h : manifestation au Peyrou (Montpellier)**

**- à partir de 12h 30, fête au Parc communal (Clapiers)**

→ débats avec : Comité 34 et comités locaux « Non à la Constitution libérale », ATTAC, Comité Jeunes 34, PCF, LCR, Confédération paysanne, Union syndicale « Solidaires », AC !, Comité Chômeurs, Collectif Femmes...

→ musiques avec : la Bronca, Fanfare à mains nues (*sous réserve*), Pepe Linares (*sous réserve*)...

... et sandwiches, boissons, bonne humeur...